



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Agricultures post-communistes en Europe centrale : récession, protection, restructuration lente

M Alain Pouliquen

Citer ce document / Cite this document :

Pouliquen Alain. Agricultures post-communistes en Europe centrale : récession, protection, restructuration lente. In: Économie rurale. N°214-215, 1993. La fin du collectivisme agricole à l'Est : une nouvelle donne pour l'Europe ? Session de printemps 1992 organisée par Mme Simone Nidenberg et M. Alain Pouliquen. pp. 6-11;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1993.4520>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1993_num_214_1_4520

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

Depuis 1990 la libération des prix et des échanges et la restriction monétaire ont rétréci les marchés agroalimentaires intérieurs de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie cependant que la liquidation du CAEM et l'effondrement soviétique réduisaient gravement leurs débouchés à l'Est, l'ensemble provoquant une crise excédentaire, purement conjoncturelle, en agriculture. Le monopolisme et l'inefficacité des activités d'amont et d'aval y ont ajouté une grave crise financière. La récession agricole consécutive est durable, vue l'incapacité des privatisations en cours à corriger vite la profonde inadéquation des structures du secteur aux nouveaux rapports de prix. Compte tenu d'une stabilisation de la demande intérieure et malgré une protection accrue, ceci va probablement ramener la Tchécoslovaquie et la Pologne à l'agro-importation nette et réduire l'exportation hongroise de produits de masse. A plus long terme une reprise économique globale, la réforme et l'ouverture accrue de la PAC, et une dynamisation des circuits agro-alimentaires d'aval, pourraient renverser ce tableau récessif, compte tenu du potentiel important de ces pays.

Abstract

Post. Communist agricultures in central Europe : recession, protection, slow restructuring

Since 1990, in Hungary, Poland and Czechoslovakia, the price and trade liberalization and the monetary restriction have shrunk the food domestic markets, while the liquidation of CEMA and the soviet economic collapse have much reduced eastern outlets. The resulting financial and surplus crisis in agriculture have been sharpened by the monopolist structure and the inefficiency of upstream and downstream links. The ensuing agricultural recession could be lasting because the privatization process will not quickly cope with structural inadequacy of the sector. Despite increased import protection, this is going to bring back Czechoslovakia and Poland to net agro-import positions, and to shrink hungarian exports of bulk products. On longer term, a global economic recovery, CAP reform and opening, and new dynamic in downstream links could reverse the recessive trend, in view of the high agricultural potential of these countries.

AGRICULTURES POST-COMMUNISTES EN EUROPE CENTRALE :

RÉCESSION, PROTECTION, RESTRUCTURATION LENTE¹

Alain POULIQUEN*

Résumé :

Depuis 1990 la libération des prix et des échanges et la restriction monétaire ont rétréci les marchés agro-alimentaires intérieurs de la Hongrie, de la Pologne et de la Tchécoslovaquie cependant que la liquidation du CAEM et l'effondrement soviétique réduisaient gravement leurs débouchés à l'Est, l'ensemble provoquant une crise excédentaire, purement conjoncturelle, en agriculture. Le monopolisme et l'inefficacité des activités d'amont et d'aval y ont ajouté une grave crise financière. La récession agricole consécutive est durable, vue l'incapacité des privatisations en cours à corriger vite la profonde inadéquation des structures du secteur aux nouveaux rapports de prix. Compte tenu d'une stabilisation de la demande intérieure et malgré une protection accrue, ceci va probablement ramener la Tchécoslovaquie et la Pologne à l'agro-importation nette et réduire l'agro-exportation hongroise de produits de masse. A plus long terme une reprise économique globale, la réforme et l'ouverture accrue de la PAC, et une dynamisation des circuits agro-alimentaires d'aval, pourraient renverser ce tableau récessif, compte tenu du potentiel important de ces pays.

POST. COMMUNIST AGRICULTURES IN CENTRAL EUROPE : RECESSION, PROTECTION, SLOW RESTRUCTURING

Summary :

Since 1990, in Hungary, Poland and Czechoslovakia, the price and trade liberalization and the monetary restriction have shrunk the food domestic markets, while the liquidation of CEMA and the soviet economic collapse have much reduced eastern outlets. The resulting financial and surplus crisis in agriculture have been sharpened by the monopolist structure and the inefficiency of upstream and downstream links. The ensuing agricultural recession could be lasting because the privatization process will not quickly cope with structural inadequacy of the sector. Despite increased import protection, this is going to bring back Czechoslovakia and Poland to net agro-import positions, and to shrink hungarian exports of bulk products. On longer term, a global economic recovery, CAP reform and opening, and new dynamic in downstream links could reverse the recessive trend, in view of the high agricultural potential of these countries.

Dans les Balkans et l'ex-U.R.S.S., le tableau économique du post-communisme a été dominé depuis 1990 par une *décomposition* des anciennes économies administrées de type soviétique, assortie d'une montée dramatique des pénuries et de l'hyperinflation. La stabilisation monétaire très relative qui s'y esquisse en 1992 (en Bulgarie) reste très fragile, compte tenu de ses dramatiques contreparties réelles. La recomposition d'économies de marché associées à l'État de droit n'y est encore qu'à ses

débuts et emprunte des voies dont la viabilité à terme est encore très incertaine.

En revanche, la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie sont déjà parvenues, au moins provisoirement, à instaurer une macro-régulation économique à base d'échanges monétaires marchands libérés. Mais cette transition "fonctionnelle" au marché est rendue très vulnérable par les difficultés et incertitudes de la nécessaire transition "structurelle", en particulier de la privatisation

* Directeur de Recherches, INRA, Centre de Montpellier, 2 place P. Viala, 34060 Montpellier Cedex 1.

1. Cet article fait suite à la communication présentée lors de la session sur les pays de l'Est les 20 et 21 mai 1992. Actualisé, il présente la situation des pays concernés durant l'été-automne 1992.

des grandes entreprises (actuellement en cours) et de la démonopolisation de leurs échanges.

La présente étude s'est finalisée (1) sur cette première phase (1990-1992) de la transition au marché, dans les secteurs agro-alimentaires de ces trois pays d'Europe Centrale ex-communiste. Une première partie traite des aspects fonctionnels de la dynamique du secteur et de ses impacts récents et prévisibles, à moyen et long termes, sur la production, la consommation et les échanges internationaux. La deuxième partie porte sur les aspects structurels de cette dynamique (privatisation, démonopolisation).

LA TRANSITION FONCTIONNELLE : IMPACTS RÉCENTS ET RÉVERSIBLES

L'héritage handicapant de l'économie administrée

Depuis la deuxième partie des années 1960, les pays de l'Est ont mis en œuvre des politiques d'intensification et de modernisation agricoles volontaristes, c'est-à-dire administrativement impulsées et largement payées de l'extérieur, et orientées vers une autosuffisance alimentaire à tout prix, dans un régime très riche en protéines et graisses animales, ainsi qu'en sucre et huiles végétales. Les dysfonctionnements économiques propres à ce type de développement (allocations et localisations irrationnelles des ressources et produits) ont conduit à des coûts de production élevés et croissants. Ceux-ci ont résulté aussi des choix des structures suivants, qui impliquent une faible productivité du travail agricole par ailleurs rémunéré à parité ou à quasi-parité avec les salaires industriels :

- soit sur de très grandes unités (plusieurs milliers d'hectares) employant plusieurs centaines de salariés agricoles permanents à horaires et salaires réguliers et garantis (Tchécoslovaquie, Hongrie et fermes d'Etat polonaises) ;
- soit au contraire, sur 80 % du terroir agricole de la Pologne depuis l'échec de sa collectivisation agraire, conservation de mini-exploitations familiales (6 ha en moyenne) de polyculture élevage, semi-mécanisées, d'un type antérieur à la deuxième révolution agricole de l'Europe occidentale des années 1950 à 1970.

Une alimentation "riche" mais aussi "à bon marché" étant une condition du calme social dans le paternalisme totalitaire antérieur, la hausse des coûts agricoles et d'aval n'a pas été répercutée sur les prix alimentaires d'État. Cela a été obtenu par un gonflement considérable des subventions, principalement sous forme de compléments de prix versés aux entreprises d'amont et agricoles, et surtout aux industries et commerces alimentaires. Ces subventions mobilisaient de l'ordre de 10 à 20 % du budget de l'État à la fin de l'ère communiste. Ce dispositif excluait toute rétroaction du marché sur les divers maillons des filières agro-alimentaires, et toute interrelation économique normale entre eux. Joint à de faibles

priorités d'investissement, cela a conduit aussi les industries et le commerce alimentaires à accumuler un considérable retard technique et organisationnel.

Désubventionnement et libéralisation des prix dans le secteur

Conduites selon des séquences et dans des conditions monétaires différentes selon les pays, ces opérations ont conduit à un ajustement très monopoliste des prix et des quantités :

a) aux dépens des consommateurs

Jointes aux autres hausses brutales des prix de détail, celles des prix alimentaires, également très supérieures à celles des salaires, ont entraîné un recul notable (de - 10 à - 20 %) des achats alimentaires (surtout urbains) en particulier de lait, des produits laitiers et de viandes bovines (2). En amplifiant notablement ces hausses, la structuration monopoliste (cartellisation et intégration des circuits) des industries et du commerce alimentaires d'État, en attente de privatisation, est largement responsable du rétrécissement des marchés intérieurs.

Le caractère hyper-monopoliste -et plus largement rigide- de l'ajustement est confirmé à la fois par le bond des taux de profit de certaines industries et du commerce alimentaires d'État (multipliés par 5 en Tchécoslovaquie, par exemple, après la libération des prix), et dans d'autres cas par des réductions notables d'activité et (ou) de graves difficultés financières.

b) aux dépens de l'agriculture

Mais ce même monopolisme s'est exercé aussi aux dépens des exploitations agricoles, désormais affaiblies par leur position de "sur-offre". C'est ainsi que les prix agricoles ont stagné ou monté beaucoup moins vite que l'inflation et considérablement baissé (environ 50 %) en termes réels. Mais parallèlement, les prix des intrants de l'agriculture (engrais, machines, carburants, etc.), également libérés, désubventionnés et monopolistes, ont monté au rythme de l'inflation. Cette ouverture du "ci-seau" des prix aux dépens de l'agriculture, jointe à une réduction drastique des aides directes, à la hausse des intérêts et à la mévente (cf. infra), a plongé une forte proportion des exploitations dans le déficit et l'endettement cumulatif. Ceci y a fait chuter à un niveau très faible l'investissement et les achats d'intrants, et mit en difficulté les industries d'amont, dont les ventes restaient impayées et chutaient brutalement.

Le choc excédentaire

Outre le rétrécissement du marché intérieur, les faits suivants se sont conjugués, en proportion variable selon les pays, pour faire surgir en 1990 et en 1991 des "montagnes" de produits agricoles de base invendus (céréales, animaux vivants stockés sur pied, lait et produits laitiers,

1. Compte tenu de notre potentiel de recherche actuel, des délais impartis, et du fait que, pour le moment, seuls ces trois pays soulèvent vraiment un problème de concurrence potentielle pour nos échanges internationaux.

2. Avec un peu de recul, il apparaît que la diminution de la consommation a été plus modeste, du fait d'une autoconsommation accrue et d'une expansion du petit commerce privé, sous-estimées par les statistiques.

sucre, pommes de terre, etc.), situation inédite dans les "économies de pénurie" antérieures.

a) La diminution des gaspillages et pertes inhérents à l'ancienne structure des prix agricoles et alimentaires (par exemple la consommation de pain et farine de cuisine par les animaux et leur surconsommation d'aliments composés).

b) La dissolution du COMECON : avec le passage, en janvier 1991, aux paiements en devises convertibles, les agro-exportations d'Europe centrale ont été mises en concurrence avec les exportations occidentales très subventionnées (CEE, USA notamment), sur des marchés mondiaux déprimés. Ceci concerne en particulier l'agro-exportation vers l'URSS. Celle-ci faisait l'objet - au sein du COMECON - d'un troc contre hydrocarbures et autres matières premières.

c) L'effondrement des capacités de paiement soviétiques (en nature ou en argent), conséquence de celui du solde pétrolier exportable de l'URSS, et, plus largement, de celui de l'économie ex-soviétique.

Pourtant les trois pays ont réussi à passer en 1991 de nouveaux accords de troc avec les Républiques ex-soviétiques, qui ont notablement contribué à dégager leurs excédents, mais seulement pour une fraction des anciennes exportations.

d) Les protections tarifaires (prélèvements et droits de douane), quantitatives (quotas) et qualitatives (normes) de la CEE et des autres pays occidentaux développés, eux-mêmes excédentaires, sont restées presque toujours dissuasives pour les agro-exportations potentielles principales (viandes, céréales, produits laitiers, sucre, oléagineux) de l'Europe centrale ex-communiste. De plus, avec la réunification allemande de juillet 1990, celle-ci a perdu aussi les anciens débouchés est-allemands.

Les ouvertures récentes et nouvelles de la CEE ont un peu modifié le tableau. La consolidation et l'élargissement (par les Accords d'association de décembre 1991) du "Système des préférences généralisées" accordé en 1990 à la Hongrie et à la Pologne, puis en 1991 à la Tchécoslovaquie, leur ont fourni des opportunités nouvelles, mais pas pour leurs nouveaux excédents de produits agricoles de masse. Il faut toutefois noter que la Hongrie et, à un moindre degré, la Pologne, ont su profiter largement des protections moindres, et ainsi diminuées, pour d'autres produits agricoles et transformés dits "secondaires" (fruits et légumes, en particulier petits fruits rouges, conserves de viande, saucisses, canards, dindes et lapins, champignons, etc.). Mais ces Accords d'association ne réduisent les prélèvements et n'augmentent les quotas d'importation correspondants, pour les grands produits (des Organisations Communes de Marché) que graduellement et jusqu'à des quantités finales fort modestes.

3. Dans le cas de la Hongrie, ces licences et quotas n'avaient pas été abolis et sont seulement maintenus ; ailleurs, il s'agit d'un rétablissement partiel.

e) Le choc excédentaire et les fortes dévaluations monétaires initiales ont ramené, dans un premier temps, les prix agricoles à des niveaux proches ou parfois (céréales) notablement inférieurs aux prix de référence des marchés "mondiaux", déprimés par les excédents occidentaux subventionnés.

Mais cette compétitivité apparente s'est avérée en grande partie illusoire, ruineuse pour l'agriculture et donc très provisoire. En effet :

- l'inefficacité et le monopolisme des circuits de collecte et du négoce des produits agro-alimentaires ajoutent à ces prix agricoles de base des marges commerciales considérables, souvent de l'ordre de 50 à 100 % ; il faut aussi tenir compte de l'infériorité de qualité ou de conditionnement de ces produits, par rapport à leurs concurrents occidentaux ;

- les inflations nationales ont été plus rapides que les dévaluations monétaires ultérieures ;

- et surtout les nouveaux prix agricoles, qui résultent de l'effet de "ciseaux" déjà mentionné, sont très inférieurs aux coûts moyens de production, comme l'illustre la dégradation spectaculaire des revenus et des résultats financiers de l'agriculture. La récession consécutive des productions agricoles va donc se poursuivre et s'amplifier et, avec elle, celle des exportations correspondantes, compte tenu d'une stabilisation relative de la demande intérieure (cf. infra-prévisions) ;

- enfin, le recours massif et durable aux subventions d'exportation pour dégager, à perte, les excédents, est et restera hors de portée des budgets et des économies concernées.

f) La compétitivité et la qualité insuffisantes des produits nationaux, le dynamisme des agro-exportateurs occidentaux et les subventions dont ils bénéficient ("restitutions" de la CEE) se sont traduits, en fin 1990 et en 1991, par une certaine pénétration d'importations agro-alimentaires dans les trois pays, qui ont contribué à y alourdir les excédents invendus.

Protection et régulation des marchés intérieurs

Devant la montée de la crise financière et excédentaire de l'agriculture, et des manifestations agricoles, les trois gouvernements ont dû nuancer leur libéralisme radical, et amorcer en 1991 une politique de régulation des marchés agricoles, aux deux volets classiques suivants :

- protection par droits de douane accrus et (ou) licences et quotas d'importations des produits agro-alimentaires (3) ; des "prélèvements" de type CEE sont projetés ; la dévaluation monétaire s'est donc avérée un outil insuffisant ;

- régulation et soutien des prix agricoles : les nouveaux organismes "ad hoc" subventionnent partiellement les achats agricoles des entreprises d'aval et leurs exportations, de manière à assurer un prix minimum de vente aux principaux produits excédentaires.

En fait, faute de budget suffisant, les fonds d'intervention agricole ne peuvent -pour l'essentiel- garantir des

prix minima qu'à des niveaux proches des "prix mondiaux" et très inférieurs aux coûts moyens.

Ajustement récessif

En fait, c'est jusqu'à présent la réponse fonctionnelle principale à la crise agricole qui est, plus profondément, structurelle. La récession agricole, déjà bien engagée en 1990 et 1991, a été, pour une large part, spontanée sous les formes suivantes :

- diminution considérable (de l'ordre de 50 à 80 % selon les pays et les produits) des achats d'intrants (machines et tracteurs, engrais, produits phytosanitaires, semences améliorées, etc.) ; l'impact négatif sur les rendements végétaux est déjà perceptible en 1991 et s'amplifie en 1992 ; dans le cas de la Pologne et des lopins hongrois, cela correspond aussi à un repli autarcique d'une partie importante des exploitations sur l'autosubsistance familiale,
- réduction du cheptel, en particulier bovin (et porcin en Hongrie et Tchécoslovaquie), qui explique une large part des excédents et des exportations nouvelles de viandes et animaux vivants,
- réduction et extensification des surfaces cultivées au profit des forêts et prairies.

Mais cette récession fait aussi l'objet, surtout depuis 1991, d'une politique volontariste : quotas de production, primes aux "gels de terre" et à l'abattage des vaches, etc. Au total, les reculs de la production agricole en 1990 et 1991 (Pologne - 4,3 %, Hongrie - 6 %, Tchécoslovaquie - 13 %) devraient partout s'amplifier en 1992, selon les estimations disponibles.

La Pologne et - plus nettement - la Tchécoslovaquie semblent accepter la perspective d'un repli sur une légère agro-importation nette, n'excluant pas l'exploitation d'avantages comparatifs dans certaines spécialités. Mais la Hongrie, plus compétitive, ne peut abandonner une agro-exportation importante (30 % de la production), élément crucial de son équilibre économique général.

Perspectives à moyen et long termes

a) A moyen terme (3 à 5 ans) les facteurs fondamentaux de cette récession de l'agriculture, et plus largement du secteur agro-alimentaire, resteront à l'œuvre.

— La part très élevée de l'alimentation dans le budget des ménages, l'improbabilité d'un essor notable des revenus dans cette période et l'inévitable pénétration d'une certaine dose d'importations alimentaires, rendent très improbable une augmentation des débouchés agricoles intérieurs.

— Pour les produits de masse, le maintien de la tendance excédentaire mondiale exclut des débouchés extérieurs accrus.

— La crise sans solution rapide (si ce n'est par importations très coûteuses) des industries d'amont, les complications et impasses probables de la privatisation agricole (cf. infra) ainsi que l'endettement, excluent une baisse notable prochaine des coûts agricoles moyens.

— En aval de l'agriculture, des gains d'efficacité pourraient apparaître un peu plus vite (cf. infra) mais pas assez toutefois pour bouleverser sensiblement l'équation récessive du secteur avant quelques années.

Dans ces conditions, la relative stabilisation de la demande alimentaire intérieure, après son recul initial, et l'impossibilité internationale et nationale (inflation) d'une protection trop stricte vont entraîner probablement, pour quelques années :

- le retour de la Tchécoslovaquie surtout, et plus modérément de la Pologne, à une légère agro-importation nette de produits agricoles de masse,
- un recul notable de l'exportation hongroise de ces mêmes produits, éventuellement compensé par l'expansion de celle des produits "secondaires" (cf. supra).

b) A plus long terme, soit dans la deuxième partie de la décennie, seule une reprise économique globale pourrait entraîner un retournement de la tendance récessive en agriculture et une accélération de son adaptation structurelle. Par ailleurs, la liquidation des excédents à l'Est et, si on est optimiste, à l'Ouest (réforme de la PAC, GATT), pourraient faciliter une ouverture accrue des marchés de l'Europe verte. Mais les prix de cette dernière seront alors nettement moins favorables et, si le régime complémentaire d'aides directes n'était pas étendu aux pays de l'Est associés, la concurrence ouverte ne leur serait pas nécessairement aussi favorable que ne l'imaginent les spéculations théoriques sur les avantages comparatifs des pays de l'Est en agriculture (abondance de terres, bas coûts de main-d'œuvre).

L'ADAPTATION STRUCTURELLE DU SECTEUR : UNE DYNAMIQUE CRUCIALE ENCORE PEU ENGAGÉE

En agriculture

La crise financière et la récession de l'agriculture appellent évidemment une liquidation rapide des inadéquations structurelles héritées du communisme (cf. supra). Mais cette restructuration, dont les voies "faisables" sont encore peu claires, a été considérablement retardée jusqu'à présent par les facteurs suivants :

a) Lenteur et complication politico-juridiques de l'émergence du cadre légal de la privatisation de la terre et du capital agricoles.

• Ce n'est que durant l'été 1991 que la question préalable de la *restitution des terres* aux expropriés du communisme était légalement tranchée en Hongrie et Tchécoslovaquie. Par le jeu des indemnités (limitées) en autres biens d'État, des enchères, et l'obligation de mise en valeur agricole, on évitera probablement le démembrement massif des grandes unités agricoles par les très nombreux ex-proprétaires fonciers ou leurs héritiers. Il se confirme d'ailleurs déjà que ceux-ci ne sont que très rarement candidats à la constitution de nouvelles exploitations familiales modernes, mais plutôt à celle de lopins de complément et, plus souvent encore, à la rente absentéiste ou à la revente de leurs terres.

• Fin 1991 et début 1992, les “lois de transformation” des coopératives décidaient la répartition des actifs communs des coopératives, selon diverses formes possibles de sociétés, en Tchécoslovaquie et en Hongrie. Les processus de restitution, compensation et partage des terres et des actifs sont désormais très engagés et devraient théoriquement être achevés cette année, en ce qui concerne le capital d’exploitation, mais pas avant la mi-93 pour les terres. Mais vues leurs complications juridique et sociale, les perturbations économiques profondes qu’ils provoquent dureront encore deux à trois ans au moins.

• Dans les trois pays, la privatisation des fermes d’État (15 à 30 % des terres), officiellement engagée, est particulièrement problématique en général. Compte tenu de leurs coûts sociaux et infrastructurels très élevés, ces nouvelles “Sociétés Anonymes du Trésor” attireront très difficilement des placements privés, même après les restructurations et fragmentations préalables qui sont en cours. Leur extensification progressive et les installations individuelles très aidées ne régleront que lentement et partiellement ce problème qui, en toute hypothèse, contribuera notablement à la récession agricole dans les 2 à 3 prochaines années.

b) L’héritage infrastructurel : les très grandes tailles des ateliers de production agricole (industrialisation agraire des années 1970) et la concentration de l’habitat, mais aussi l’absence initiale d’un réseau adéquat de services coopératifs ou privés en amont et en aval, rendent difficile la création d’unités familiales modernes, malgré les aides privilégiées à l’installation.

c) Le caractère très peu incitatif des marchés agricoles actuels, nous l’avons vu, donc la rareté et le coût élevé du capital, et l’endettement élevé des exploitations ; aucune *restructuration efficace* ne sera possible sans investissements nouveaux.

d) L’héritage sociologique

• Les salariés agricoles d’État de fait (membres des coopératives) ou de droit (fermes d’État) sont très logiquement attachés au statut protégé et relativement confortable qu’ils doivent au communisme. De plus, ils sont généralement démunis de la multi-compétence nécessaire au chef d’exploitation. Ils n’ont d’ailleurs que très peu profité des ouvertures légales et des aides à l’installation d’exploitations familiales modernes en quittant les grandes unités, sur leurs propres terres (20 à 30 % des terres des coopératives), ou en location.

• Pourtant des comportements entrepreneuriaux, modernes ou néofédaux (les “barons verts”), sont parfois apparus depuis deux ans chez les anciens dirigeants et cadres des grandes unités. Il s’agit d’initiatives de répar-

tition du capital social et de fragmentation de celles-ci en sous-unités productives ou de services (encore grandes), mutuellement liées par contrat et participations au capital. Faute d’alternative externe, ainsi s’amorce, selon des voies hétérodoxes (dont des locations-ventes), une appropriation graduelle endogène du capital agricole par les seules catégories sociales directement intéressées. Mais ce chemin de la constitution d’exploitations clairement capitalistes paraît encore long, comme l’est celui d’une généralisation de l’exploitation familiale de type occidental.

• Chez les paysans privés polonais, la nécessaire mutation moderniste (spécialisation, concentration, intégration agro-alimentaire) se heurte aussi à une forte inertie “culturelle”. Passer des comportements acquis de résistance à la bureaucratie (qui distribuait chichement les ressources subventionnées, mais garantissait aussi les débouchés, les prix et des revenus agricoles minima), à une attitude active -individuelle et collective- d’adaptation au marché implique en effet une révolution mentale qui n’apparaît encore guère, y compris dans les syndicats et les ex-pseudo- “coopératives” para-agricoles, plutôt conservateurs pour le moment. Mais la crainte d’alimenter le chômage, déjà menaçant dans les villes, incite aussi le gouvernement à ne pas précipiter cette mutation structurelle.

Les industries et le commerce alimentaires

Leur dynamisation et leur démonopolisation, essentiellement par privatisation du capital, émergence d’entreprises nouvelles et investissement étranger, apparaissent cruciales pour l’adaptation et la survie même de l’ensemble du secteur, notamment de son maillon agricole. Heureusement, les nouveaux rapports entre prix agricoles et alimentaires et les grands progrès de productivité réalisables, rendent ces activités d’aval parfois attractives pour l’investissement étranger, irremplaçable pour leur modernisation. Cette pénétration est déjà significative en Hongrie et prometteuse en Pologne et Tchécoslovaquie, notamment dans la grande distribution. Mais elle est encore très minoritaire et sélective (4). Elle ne dispensera donc pas ces pays d’une politique industrielle active dans le secteur.

Par contre, la privatisation du petit commerce agro-alimentaire par vente aux enchères, restitutions et créations nouvelles, est déjà quasi générale et a amorcé une dynamisation du secteur, surtout par développement (massif en Pologne) de circuits courts et artisanaux de traitement et écoulement de la petite production. Mais elle ne peut remplacer efficacement la restructuration des grands circuits concentrés et industrialisés en attente de privatisation.

4. Elle a surtout été importante dans l’industrie du sucre, de la confiserie, des huiles végétales, des surgelés baby-foot, des tabacs et boissons, et très minoritaire dans l’industrie laitière (pour un créneau aisé de la population) et dans celle de la viande.

CONCLUSION

Les premières politiques libérales de "transition au marché" dans les secteurs agro-alimentaires d'Europe centrale ex-communiste sont aujourd'hui à la croisée des chemins.

La grave crise financière et excédentaire des agricultures confrontées à des rapports de prix désormais plus durs que ceux de l'Europe occidentale (et à des "marchés" encore très "imparfaits") confirme leur profonde inadéquation structurelle générale (moindre en Hongrie) à ces rapports, et en général bloque, plus qu'elle ne stimule, leur effort d'adaptation. Celui-ci est de surcroît handicapé par les lenteurs et les complications de la privatisation du grand capital agricole et agro-industriel.

La liquidation pure et simple de la majorité des exploitations agricoles (ou leur repli durable sur l'autosuffisance "paysanne" en Pologne), ou le retour aux prix (donc au système) antérieurs étant des scénarios impraticables, des mesures coûteuses de sauvegarde s'imposent provisoirement. Ainsi, après des manifestations agricoles vigoureuses :

- La Tchécoslovaquie, en 1991, a subventionné massivement l'annulation (11,5 milliards de couronnes) et le report (pour 5 milliards) des dettes agricoles ainsi que l'abaissement des taux d'intérêt, ramenés de 20 à 14 %.
- La Pologne surtout et, à un degré plus modeste, la Hongrie, s'orientent depuis quelques mois vers des mesures

conservatoires analogues, comportant aussi un soutien accru aux prix garantis... tout ceci étant assorti, comme en Tchécoslovaquie, de protections tarifaires et quantitatives généralement accrues contre l'agro-importation.

Ces dispositifs d'attente -qui fragilisent la stabilisation monétaire durement acquise par ailleurs- seront-ils suffisants, et tenables assez longtemps, pour que la restructuration du secteur à ses trois niveaux (amont, agriculture et aval), par privatisation, démonopolisation et investissement étranger, encore peu engagés, enclenche à grande échelle, le "cercle vertueux" espéré de l'abaissement des coûts ? On peut en douter, surtout en Tchécoslovaquie et Pologne.

Le scénario le plus probable est donc la poursuite de la récession agricole, assortie contradictoirement, surtout en Hongrie, de l'émergence de sous-ensembles (du secteur) internationalement compétitifs. Ceux-ci seront capables, dans certaines spécialités, d'exploiter durablement (5) les ouvertures accrues de la CEE avec l'aide de l'investissement et du savoir-faire qui en proviennent désormais (surtout en aval de l'agriculture).

L'importance relative de la récession et de ces développements positifs dépendra beaucoup de ces ouvertures, des apports occidentaux, de la pertinence et de la vigueur des politiques de restructuration du secteur, auxquelles les gouvernements doivent désormais se rallier, même à contre-cœur.

5. Au-delà des braderies transitoires et subventionnées d'excédents, notamment ceux issus de la décapitalisation du troupeau bovin.